

Européennes : comment LFI veut électriser la campagne à gauche

Pierre Lepelletier

Les Insoumis savent qu'un succès d'une autre liste de gauche pourrait mettre à mal leur hégémonie pour la présidentielle de 2027.

Les Insoumis racontent déjà la fin du film. Le dimanche 9 juin au soir, jour des élections européennes, les troupes de Jean-Luc Mélenchon ont prévu de faire le tour des plateaux de télévision pour déplorer les faibles scores des listes de gauche. Ou plutôt, pour accabler leurs concurrents, qui ont toujours refusé une liste commune de la Nupes. «Le 9 juin, les Français verront le gros score du Rassemblement national, et derrière toutes les petites barres à gauche. Cela peut créer du désespoir. C'est irresponsable», prévient déjà Manon Aubry, la tête de liste de LFI.

Il ne faudra pas non plus compter sur les mélenchonistes pour se joindre aux appels au rassemblement que devraient lancer, peut-être dès le soir même, les socialistes et Les Écologistes dans la perspective de la présidentielle de 2027. «Ceux qui veulent l'union en 2027, mais qui ne la veulent pas en 2024, quelle est leur crédibilité?», poursuit Manon Aubry. Manuel Bompard, le coordinateur national de LFI, embraie : «Après le 9 juin, il sera difficile pour les autres partis

de gauche de dire que nous sommes les diviseurs, alors que nous avons plaidé pour l'union pendant toute la campagne, en proposant une candidature commune derrière la tête de liste des Écologistes, Marie Toussaint.»

Enjamber le scrutin

Il faut dire que les Insoumis voyaient un triple intérêt stratégique à cette union. Selon eux, une liste commune aurait permis de concurrencer sérieusement celle du RN et des macronistes. Mais, plus officiellement, le rassemblement derrière l'écologiste Marie Toussaint aurait permis à LFI d'enjamber le scrutin européen pour s'éviter de revivre la déconvenue de 2019. À l'époque, Manon Aubry avait réalisé une contre-performance en ne recueillant que 6,31% des suffrages. Les Insoumis faisaient par ailleurs le pari que, même s'ils n'en étaient pas à la tête, un bon score d'une liste estampillée Nupes leur aurait été en fin favorable puisque le logo et le programme de cette alliance scellée en 2022 restent largement liés à LFI dans l'opinion.

Sur tout, une liste d'union aurait de fait évité qu'une autre voie à gauche se déga-



Les Insoumis ont lancé leur campagne des européennes, le 16 mars, à Villepinte (Seine-Saint-Denis).

lors de cette campagne européenne, ce que parvient pour l'instant à réaliser Raphaël Glucksmann, d'après les sondages. Jugée au-dessus de la barre des 10%, la tête de liste des socialistes devance ses concurrents, au point que certains croient dans le retour en grâce d'un espace pour le socialisme français donné mort et enterré après la présidentielle de 2022 (1,74% pour la candidate PS, Anne Hidalgo).

Même si Jean-Luc Mélenchon et les siens savent d'expérience que les rapports de force aux européennes n'in-

fluencent en rien ceux de la présidentielle suivante, un score trop élevé de Raphaël Glucksmann pour le PS et un score trop faible de Manon Aubry pour LFI bousculeraient inévitablement la future recomposition. L'argument des Insoumis prétextant le score écrasant de Jean-Luc Mélenchon en 2022 pour représenter la gauche serait affaibli. «Les sondages démontrent qu'il n'y a plus d'hégémonie d'un parti de gauche par rapport à un autre», juge déjà une responsable écologiste. «La gauche ne sera plus jamais majoritaire sur la ligne du centre gauche.

L'union ne peut se faire que sur une gauche de rupture», balala Manuel Bompard.

Ces dernières semaines, ordre à part, tant et tant chez LFI de faire feu à volonté sur le candidat du PS. Les Insoumis rappellent ainsi à tout-va que Raphaël Glucksmann et les siens siègent dans un groupe au Parlement européen, qui vote largement en faveur des accords de libre-échange (lire ci-dessous). Ils épinglent également la tête de liste sur ses positions pro-ukrainienne, la taxant de «vu-l'en-guerre». Sur France 3 le 11-mars, Jean-Luc Mélenchon a même reproché à Ra-

Accords de libre-échange : chez les socialistes, d'encombrants cousins au parlement

Dans chaque famille, certains cousins sont plus gênants que d'autres. Chaque groupe du Parlement européen peut en témoigner tant les divergences idéologiques et culturelles sont parfois fortes entre les élus des différents pays. Les socialistes français y sont confrontés de plein fouet sur la question des accords de libre-échange. «S'il y a une divergence qu'on a avec le reste du groupe, c'est effectivement celle-ci», confirme l'eurodéputé sortant Christophe Clergeau.

Beaucoup de leurs camarades européens sont encore ancrés dans une logique sociale-libérale, quasi disparue en France. Ce qui se fait sentir lors des votes : sur ces sujets, les députés français tricolores se retrouvent en minorité

au sein de leur groupe du Parti socialiste européen (PSE). «Ils ont dix ans de retard sur nous», estime une élue du PS. Dernier exemple en date : 93% du groupe a voté en faveur de l'accord avec la Nouvelle-Zélande en janvier. Les Français avaient de leur côté voté contre.

Même si Raphaël Glucksmann et les siens appellent à faire la distinction entre le vote de leur délégation nationale et le reste du groupe, leurs concurrents de gauche comptent bien appuyer sur ce paradoxe à moins de trois mois des européennes. «C'est trop facile de dire que les socialistes français sont différents alors qu'ils siègent dans le même groupe», souligne David Cormand, eurodéputé Vert sortant et numéro deux sur la liste de Marie Toussaint. Les

Insoumis de Manon Aubry tirent, eux, à boulets rouges. «Raphaël Glucksmann peut se réfugier derrière son vote personnel, en disant qu'il ne cautionne pas toujours le vote majoritaire des social-démocrates, mais nous ne nous y trompons pas», prévient Manuel Bompard. «Les socialistes gouvernent l'Europe ensemble avec les macronistes et la droite. Pour quels résultats ? Leurs groupes soutiennent ensemble des accords de libre-échange, l'austérité budgétaire qui mine nos services publics ou le marché de l'énergie qui fait augmenter les factures», dénonce Manon Aubry au Figaro.

De quoi sérieusement agacer les eurodéputés sortants socialistes, qui rappellent que de profondes divergences existent dans chaque groupe. «Nous avons des discussions, mais nous

ne présidons pas un groupe qui compte en son sein des individus qui défendent la Chine et la Russie», raille ainsi Aurore Lalucq pour cibler, sans la nommer, l'Insoumise Manon Aubry à la tête du groupe The Left (La gauche).

«Bascule idéologique»

Les socialistes rappellent également que leur groupe reste le deuxième plus important du Parlement, derrière celui de droite du Parti populaire européen (PPE). Qu'eux seuls peuvent donc, à gauche, constituer et faire basculer des majorités, même s'il faut trouver des compromis avec la droite. «Sans les socialistes européens, il n'y aurait jamais eu de Green Deal», souligne Christophe Clergeau, citant ce «pacte vert» qui doit engager toute l'UE vers

la transition écologique. Si une mésentente réside sur les accords de libre-échange, les socialistes rappellent d'ailleurs que les principales avancées environnementales et humanistes au Parlement européen sont à l'initiative du PSE. Un cadre du PS résume : «Mieux vaut être un député européen socialiste qui pesera dans les décisions, qu'un autre d'extrême gauche qui ne servira à rien.»

Les socialistes estiment par ailleurs que la philosophie de leurs alliés européens sur la question du libre-échange n'est pas irréversible. «On sent déjà qu'une bascule idéologique est en cours au sein du groupe», rapporte un sortant. Les Français se réjouissent notamment de la désignation du Luxembourgeois Nicolas Schmit comme

À Nancy, Raphaël Glucksmann fait campagne sur le social et l'écologie

Richard Florin
Envoyé spécial à Nancy

Une longue silhouette dégingandée déambule dans les couloirs blafards du centre hospitalier universitaire de Nancy, récemment classé parmi les meilleurs de France. Au milieu des blouses blanches, Raphaël Glucksmann, tête de liste aux élections européennes pour son microparti Place publique et pour le Parti socialiste, débordé d'enthousiasme. «J'aurais rêvé être chercheur comme vous. C'est simple parce que je n'ai pas été assez doué en sciences que j'ai fini par écrire des livres et par siéger au Parlement européen», s'amuse l'essayiste auprès d'un professeur de l'unité de soins de radiothérapie interne vectorisée, un service de pointe financé en grande partie par des fonds européens.

La technicité du sujet ne rebute pas le candidat. Tout juste demande-t-il à ses interlocuteurs d'expliquer telle ou telle

notion impénétrable. Lui qui confie avoir côtoyé la maladie dans son entourage ces derniers mois - sans s'épancher davantage - se passionne manifestement pour ces découvertes médicales qui promettent, à en croire les spécialistes qui l'accompagnent, de soigner le cancer. Face aux difficultés de financement évoquées par un médecin, Raphaël Glucksmann s'engage à revenir après les élections, en prenant le maire PS de Nancy, Mathieu Klein, pour témoin. Avant d'ajouter, prudent : «Si tout se passe bien d'ici le 9 juin.»

Cette prudence est de mise dans l'entourage du candidat social-démocrate, qui domine pourtant toutes les listes de gauche dans les sondages. La dernière vague du sondage Ifop-Fiducial pour Le Figaro le crédite de 11% des intentions de vote, loin devant les Verts (7%) et les Insoumis (6%). «Il y a un enthousiasme, une dynamique, mais c'est encore fragile», a déclaré Raphaël Glucksmann à France Bleu Sud Lorraine mercredi matin, assurant qu'il n'a «pas la tête qui tourne». Celui qui a déjà été candidat lors

des dernières élections européennes en 2019 a sans doute en tête la trajectoire du candidat de la droite, François-Xavier Bellamy, qui avait terminé en quatrième position derrière les Verts, avec à peine plus de 8% des voix, alors que tous les

«La question qui guide notre campagne, c'est : comment, en Europe, on redevient producteur ? Et notamment producteur industriel»

Raphaël Glucksmann Tête de liste aux élections européennes pour Place publique et pour le Parti socialiste

instituts de sondage l'avaient placé en troisième position tout au long de la campagne, le créditant d'un score oscillant entre 12,5% et 14%.

À Nancy, un cadre socialiste local se félicite ouvertement des bons scores engrangés par son champion dans l'opi-

nion. Mais refuse de s'en contenter. «Il a bien travaillé sur ses points forts, maintenant il faut qu'il se concentre sur le social et l'écologie», indique le cinquantenaire, un sweat-shirt aux couleurs de l'Union européenne arboré fièrement. Un autre militant, plus franc du collier, confie qu'il aimerait voir Raphaël Glucksmann «passer de l'image du bobo qui parle de l'Ukraine à celui qui se montre capable de représenter la gauche».

C'était précisément l'objet de ce déplacement à Nancy : parler d'industrie, de recherche, d'insertion sociale. Autant de sujets qui ne collent pas à la peau de l'essayiste, contrairement aux questions de droit international. À l'hôpital, mercredi matin, il a voulu faire le constat que l'Union européenne n'était pas l'institution désincarnée, lointaine et arbitraire auquel beaucoup de Français l'assimilent encore. «Cette unité de soins a l'habitude d'argent européen sans lequel, de l'aveu même des médecins, elle n'aurait pas pu voir le jour», se félicite-t-on dans l'entourage du candidat.

La journée est poursuivie avec la visite d'une cimenterie dans l'agglomération de Nancy. Des dizaines de millions d'euros sont investis pour décarboner ce site extrêmement polluant. «C'est le chemin que doit emprunter l'industrie européenne», indique Raphaël Glucksmann. Devant les dirigeants de l'usine, il a défendu le «protectionnisme écologique européen» qu'incarne à ses yeux le «pacte vert». «La question qui guide notre campagne, c'est : comment, en Europe, on redevient producteur ? Et notamment producteur industriel», a harangué le candidat devant le directeur général, qui opinait de la tête. Le même message a été répété plus tard dans l'après-midi lors d'une table ronde à huis clos avec plusieurs dirigeants industriels de la région.

Les questions internationales n'ont toutefois pas été totalement absentes de ce marathon lorrain. Le candidat a pu afficher haut et fort son mantra du «retour du tragique» en Europe lors d'une intervention sur le campus nancéen de Scien-



BERTRAND GUYARFAP

Le drapeau européen en meeting divise les candidats

Martin Lagrave

Samedi 16 mars, au Parc des expositions de Villepinte (Seine-Saint-Denis), Manon Aubry et Jean-Luc Mélenchon se lancent officiellement dans la campagne des élections européennes. Dans la salle, 3 000 militants Insoumis chauffés à blanc agitent une nuée de drapeaux tricolores et du mouvement mélenchoniste. Sur les réseaux sociaux, l'absence de la bannière européenne sur scène ou dans la foule suscite les critiques de nombreux adversaires politiques. Dès le lundi suivant, Manon Aubry justifie sur France 2 l'omission, en déclarant que « le drapeau européen » contient « un sens historique », faisant le lien avec « l'austérité » et « les accords de libre-échange ».

À deux mois et demi du scrutin, trois autres formations refusent de puiser toujours de paviser le drapeau européen : le Rassemblement national, Reconquête! et le Parti communiste. Si les quatre partis n'avancent pas tous les mêmes arguments que LFI, chacun fait du boycott du drapeau européen un acte éminemment politique. Ainsi, début mars, quand Jordan Bardella est interrogé au « 20 Heures » de TF1 sur le sujet, il assume et rétorque : « J'ai toujours, à chaque fois que je m'exprime, un drapeau français, derrière moi. Et je trouve que le grand drame de notre pays, de nos dirigeants politiques, c'est qu'ils n'aiment pas suffisamment ce drapeau et la France », avant d'enfoncer le clou : « La France d'abord, l'Europe ensuite. »

pour la patrie ». Deux ans plus tôt, alors en pleine crise des « gilets jaunes », la présidente du parti publie sur les réseaux sociaux un drapeau européen aux couleurs inversées, étoiles bleues sur un fond jaune. « Il y a cette volonté d'insister sur la dualité entre l'Europe des peuples contre l'Europe des élites », explique le politologue François Foret.

Toutefois, dans un contexte géopolitique plus que tendu et alors que l'idée d'un « Frexit » n'est plus jugée pertinente par aucun des principaux partis, la crainte d'apparaître comme trop

« Je trouve que le grand drame de notre pays, de nos dirigeants politiques, c'est qu'ils n'aiment pas suffisamment ce drapeau et la France »

Jordan Bardella
Président du RN

hostile à l'égard du projet européen apparaît chez certains. Pour preuve, si le chef des députés communistes André Chassaigne revendique « qu'il n'y a pas et il n'y a jamais eu de drapeaux européens dans (les) meetings du PCF », il admet la nécessité de « ne pas apparaître comme des antieuropéens ». « L'équilibre est parfois difficile à tenir, entre valoriser ce que nous aimons de l'Europe et mettre en avant les progrès que nous attendons », précise-t-il.

Confirmation que, plus qu'un détail de communication, la présence d'un drapeau reflète un projet politique. « Cela fait partie intégrante de l'action politique », remarque Cécérie de Fougerolle, président de la Société française de vexillologie (société savante regroupant les passionnés de drapeaux). « C'est d'ailleurs souvent ce que l'on change en premiers lors des révolutions. » ■

phaël Glucksmann de se « défilier » en refusant de qualifier de « génocide » la situation dans la bande de Gaza. « Il déshumanise les Palestiniens. Il couvre le crime », a dénoncé le chef des Insoumis.

Un tremplin pour 2027

Les socialistes s'agacent de voir les Insoumis tenter de « polluer » la campagne à gauche, alors que « le seul adversaire devrait être Jordan Bardella », la tête de liste du Rassemblement national. « Nous n'allons pas passer la campagne à commenter les propos de Jean-Luc Mélen-

chon », prévient Pierre Jouvett, numéro trois sur la liste PS.

Comme pour asphyxier encore un peu plus le jeu et faire oublier l'envolée sondagière de Raphaël Glucksmann, Jean-Luc Mélenchon compte se saisir de ces élections européennes pour lancer la future campagne présidentielle, ce qu'il n'avait pas fait lors des dernières de 2019. « Le 9 juin, ce n'est pas une élection européenne, c'est le premier tour de l'élection présidentielle de 2027 », a-t-il même lancé à l'université de Paris-Nanterre devant un bon millier d'étudiants, mi-

mars. Le troisième homme de la présidentielle à cette fois décidé de ne pas se faire rare. Après un discours fleuve à Villepinte et plusieurs conférences devant des étudiants, Jean-Luc Mélenchon fera encore un meeting à Roubaix le 17 avril prochain, avec Rima Hassan, candidate sur la liste et militante palestinienne, et David Guiraud, le député de la circonscription. L'occasion de prolonger la précampagne présidentielle... mais au risque, à terme, d'invisibiliser la tête de liste pour les européennes, Manon Aubry. ■

de Bruxelles

candidat pour la présidence de la Commission européenne, qu'ils jugent proche de leur logiciel.

Alors que leur tête de liste Raphaël Glucksmann est donnée au-delà de la barre des 10 % des intentions de vote en France, le PS espère aussi pouvoir compter sur une quinzaine d'eurodéputés, contre sept aujourd'hui, à l'issue du scrutin. Si cet objectif est atteint, la délégation française pourrait faire partie des plus importantes au sein du PSE, et pourrait donc « avoir plus de poids ».

Parmi les autres bizarreries au sein du groupe : la position des eurodéputés socialistes danais, très fermes sur l'immigration, et même pris en exemple par la droite française. « Mais ils sont très minoritaires au sein du groupe, et ne sont que trois », tempère un élu. ■ P. L.

Autain, favorite de Taubira pour la présidentielle de 2027

Si elle s'est retirée de la dernière course à l'Élysée faute de parrainages suffisants, Christiane Taubira espère toujours voir émerger une candidature unique capable de fédérer la gauche en vue de 2027. Mais, ainsi qu'elle le glisse à Libération, peu de personnalités trouvent grâce à ses yeux dans cette optique. L'ancienne garde des Sceaux se contente par exemple de lâcher un timide « mouh... » à l'évocation de François Ruffin, alors que ce dernier est tenté de disputer la vedette à Jean-Luc Mélenchon sur la scène nationale.

Plutôt que le député LFI de la Somme, l'ex-ministre de la Justice préfère en fait adouber une autre frondeuse Insoumise : « Celle qui me plaît, c'est Clémentine Autain. Elle a pris de l'envergure et ne se laisse pas faire », confie-t-elle. En dépit de ce nouveau soutien à gauche, Clémentine Autain avance toutefois en terrain miné au sein de la maison mélenchoniste. Écartée de la direction en décembre 2022, à l'instar d'Alexis Corbière, Raquel Garrido et François Ruffin, l'élu de Seine-Saint-Denis ne manque jamais de faire entendre une voix dissonante. Manque de démocratie interne, mauvaise gestion de l'affaire Quatennens, critique du « bruit et de la fureur », dénonciation des ambiguïtés vis-à-vis du Hamas... Les griefs de Clémentine Autain sont nombreux à l'endroit de son propre mouvement. Quitte à s'attirer les foudres de l'insoumis en chef, Jean-Luc Mélenchon. Celui qui tente de tenir ses troupes à l'approche des élections européennes s'en est directement pris à la parlementaire sur la boucle Telegram des députés LFI.

« Le sabotage de Clémentine Autain doit cesser ! », a-t-il écrit, selon l'hebdomadaire L'Obs. Avant de lancer un avertissement : « Partir serait mieux, plus honnête, plus respectueux humainement. Donc hors de portée. » ■

ces Po Paris. Devant un amphithéâtre archicomble, il a répété que « l'année 2024 était une année de bascule pour l'Europe comme il y en a peu dans l'histoire ».

Le candidat social-démocrate n'a pas échappé à une question houleuse d'un étudiant sur ses « incohérences politiques » sur le conflit israélo-palestinien. L'occasion pour Raphaël Glucksmann de rappeler sa position : « L'incohérence aurait été de ne pas condamner le gouvernement d'extrême droite en Israël », a-t-il affirmé, avant d'appeler à des « sanctions contre les colons et le gouvernement de Netanyahu ». Soncieux de se distinguer des Insoumis, il a ajouté que « la cohérence le conduit à dire que le Hamas est une organisation terroriste ». Un cadre insoumis estimait récemment que la question palestinienne faisait perdre chaque mois plus de 2 000 abonnés à l'essayiste qui se revendique « humaniste », pourtant ultra-populaire sur ce réseau. « L'électorat jeune ne lui sera jamais acquis », estimait ce proche de Jean-Luc Mélenchon. Signe que la bataille est encore longue. ■

ffgolf[®]

Découvrez votre nouveau sport préféré.

Plus de 450 golfs vous attendent pour des initiations. **Rendez-vous sur ffgolf.org rubrique Débuter**

LE GOLF C'EST POUR LAVIE | ffgolf[®] | BANQUE PALATINE | ROLEX